

Relations Nord-Sud

également remarquable que, pour la première fois à ma connaissance—et je demande qu'on me reprenne si je me trompe—pour la première fois donc, le premier ministre (M. Trudeau) est intervenu dans un débat de politique étrangère à la Chambre.

Signalons également que le gouvernement a privé la Chambre de la possibilité de faire une enquête sur la politique étrangère, qu'avait prévue le gouvernement du très hon. chef de l'opposition (M. Clark). Non seulement le gouvernement a supprimé cette possibilité, mais il a brûlé des milliers de documents et d'études émanant du Bureau du Conseil privé, qui devaient être diffusés dans le pays et que devait étudier le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Caccia: J'invoque le Règlement. L'honorable représentant vient de faire une allégation très grave. Je le mets au défi de prouver ses dires.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Cela ne peut pas faire l'objet d'un rappel au Règlement, mais c'est la vérité. Où sont les documents, si je peux me permettre d'interroger le représentant qui vient de m'interrompre? Il a parlé tout son saoul et il a conclu ses remarques; mais le voilà qui intervient de nouveau. Qu'est-ce que le gouvernement a fait? Au lieu de permettre qu'on effectue une étude approfondie de la politique étrangère de notre pays, il a condescendu à autoriser un débat d'une journée. Nous avons eu deux journées de débat en huit ans et demi. Aujourd'hui marque la deuxième journée de débat pendant tout ce laps de temps.

Une étude de la politique étrangère, à laquelle j'ai participé, a été faite en 1969-1970. L'étude de politique étrangère que devait effectuer le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, voire un sous-comité spécial de ce comité permanent, devait permettre d'actualiser ce dossier pour les années 1980 et 1990 en fonction des rebondissements que la scène de la politique étrangère a connues depuis les années 1970.

Je le répète, j'ai du mal à accepter que les députés d'en face se lavent les mains d'une manière aussi hypocrite du sort des pays du tiers monde. Je vais revenir à cette question dans un instant.

Compte tenu de la décision de nous accorder une journée entière pour ce débat, du fait que le premier ministre (M. Trudeau) y a lui-même pris part et du fait que les ministériels ont détruit, ou fait disparaître, les documents destinés à une analyse approfondie de la question, analyse qui devait être faite précédemment, je ne puis m'empêcher de me demander, et cela depuis les derniers 48 heures, pourquoi le gouvernement a choisi ce moment précis pour tenir ce débat. Je voudrais bien le savoir, surtout eu égard aux autres questions que nous étudions en ce moment, par exemple les mesures législatives déjà parvenues à l'étape de la deuxième lecture et les politiques touchant les Canadiens, notamment celles relatives aux taux d'intérêt, à l'énergie et à l'inflation. Elles ont toutes été mises de côté en faveur de ce débat d'un jour. Pourquoi le premier ministre a-t-il voulu y prendre part? Cherche-t-il à se préparer une réputation de grand manitou aux fins des réunions du sommet économique, qui auront lieu en juillet et en septembre, si je ne m'abuse, à Ottawa et à Mexico? Cherche-t-il à se faire passer pour notre grand porte-parole? Si c'est de cette façon qu'il compte faire étalage de ses qualités de porte-parole, je ne

crois pas que les chefs d'État qui participeront au sommet du mois prochain seront particulièrement impressionnés.

Je voudrais à présent faire une incise à propos des politiques énergétiques dont nous aurions pu discuter. Quand le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a pris la parole cet après-midi, il a semoncé l'honorable représentante de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett). Il a dit espérer que celle-ci transmettrait le même type de message au premier ministre de la Saskatchewan, M. Blakeney, ce bon néo-démocrate qui exporte l'uranium de la Saskatchewan un peu partout dans le monde dans un but que l'honorable représentante avoue tant mépriser. Pareilles observations sont indignes d'un ministre. Ce dernier sait pertinemment, et au cas où il ne le saurait pas je m'empresse de le lui signaler, que pas un seul milligramme d'uranium, sous aucune forme que ce soit, ne sort du pays sans l'autorisation du gouvernement fédéral. Le ministre le sait certainement, ou s'il ne le sait pas, j'en serais fort embarrassé pour lui.

Une voix: Encore de l'hypocrisie!

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Oui, de l'hypocrisie, c'est bien cela. Et je ne cherche pas à défendre M. Blakeney. Cela s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au cas où il ne saurait pas qu'il ne sort pas d'uranium du Canada sans la permission du gouvernement fédéral.

● (2130)

Je me sens obligé d'ajouter autre chose au sujet de l'énergie. Dans le cours de son intervention, le ministre a parlé des répercussions incroyables des deux hausses globales du prix du pétrole sur les pays du tiers monde. Personne ne conteste que le tiers monde en a souffert plus que toute autre partie du globe. Ces pays ont souffert plus que tout autre de la hausse soudaine du prix du brut. Nous le regrettons tous, mais voici où intervient l'hypocrisie du gouvernement. Le gouvernement pourrait facilement modifier la situation en rendant le Canada indépendant au point de vue énergétique, de façon que nous n'ayons plus à compter sur les ressources étrangères qui s'en trouveraient alors d'autant plus abondantes, ce qui entraînerait une baisse des prix et, partant, en atténuerait l'effet sur le tiers monde. Si ce n'est pas de l'hypocrisie, j'y perds mon latin. J'ai l'impression que le gouvernement n'y a même pas songé. Que fait le gouvernement? Il se lance dans des luttes intestines dégradantes. Les relations fédérales-provinciales se sont plus que jamais envenimées et j'espère bien qu'elles ne se dégradent plus jamais à un tel point.

Les deux réflexions que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a faites ce soir ne sont pas dignes de lui car je connais son dossier. C'est un bon théoricien mais, l'honnêteté qui caractérise les intellectuels s'estompée depuis quelques temps. Je me demande par conséquent si le débat que nous tenons aujourd'hui n'est pas de la frime et si le gouvernement n'attend pas quelque chose. Qu'est-ce qu'il pourrait donc bien attendre? Je l'ignore, mais je suppose que cela pourrait être la décision de la Cour suprême sur la constitution.

Cela m'amène à songer aux relations du Canada avec la Grande-Bretagne. Le gouvernement s'est fait le champion de l'indépendance du Canada à titre de pays souverain; pourtant, il demande à la Grande-Bretagne de faire la sale besogne qu'il ne veut pas faire alors que cela ne devrait pas être le cas, d'après la convention constitutionnelle.